ANNEXE 4 – L'AUGMENTATION DES RISQUES MAJEURS POUR LES COMMUNES ET LES CONSÉQUENCES POUR LES PCS ET LES DICRIM

Rappel du cadre réglementaire – Les Documents d'Information Communaux sur les Risques Majeurs, dits **DICRIM** et les Plans Communaux de Sauvegarde, dits **PCS** sont encadrés par la **loi n° 2004-811 du 13 août 2004** et régis par les **articles L125-2 du Code de l'environnement** (information préventive) et **L731-3 du Code de la sécurité intérieure** (organisation de la sauvegarde), rendant leur élaboration obligatoire dans les communes exposées à des risques majeurs identifiés par un **Plan de Prévention des Risques (PPR)** ou un **Plan Particulier d'Intervention (PPI)**.

Avec les mines, de nouveaux enjeux en matière de sécurité publique et résilience alimentaire pour les maires des 11 communes concernées

1. Plan Communal de Sauvegarde (PCS)

- Le PCS est l'outil opérationnel des maires pour faire face aux risques majeurs identifiés dans leur commune.
- Le **projet d'exploitation minière "Douillac"**, avec ses risques spécifiques (pollutions, ruptures de digues, baisse des ressources en eau potable, maladies), constitue une **nouvelle menace** qui doit impérativement être prise en compte dans la gestion de crise.
- Les maires devront donc :
 - **Actualiser leur PCS** en intégrant ces risques supplémentaires de contamination ou de pénurie d'eau potable ;
 - Prévoir des scénarios d'intervention en cas d'incident minier impactant les ressources locales ;
 - Mettre en place des moyens de **communication, d'alerte et de ravitaillement en eau** (camions-citernes, points de distribution, etc.),
 - Coordonner les secours et l'information auprès des populations fragiles.

2. Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM)

- Le DICRIM informe la population des risques auxquels elle est exposée et des consignes à respecter.
- Le projet Douillac impose que ce document soit **mis à jour** pour :
 - Informer clairement sur les risques liés à l'exploitation minière, notamment les risques de pollution ou de coupure d'eau potable ;
 - Intégrer les nouvelles consignes de sécurité spécifiques (évacuation, protection, comportements à adopter) ;
 - Rappeler les dispositions de prévention et les contacts d'urgence.

3. Résilience alimentaire et sécurité publique

- L'approvisionnement alimentaire local dépend souvent d'une eau de qualité suffisante pour l'irrigation des cultures et l'élevage.
- Une dégradation ou pénurie d'eau peut provoquer une **fragilisation des filières agricoles locales**, affectant l'autonomie alimentaire et l'économie rurale, et par voie de conséquence la sécurité publique.
- Les maires doivent anticiper la dimension de cette **nouvelle donne** consécutive à l'exploitation minière dans leurs politiques de **prévention des risques et d'aménagement territorial**.

Cette note évalue les risques avérés associés à une éventuelle exploitation minière.

De nouveaux facteurs de risques à bien identifier pour savoir à quoi s'attendre avec ces projets miniers sur les territoires concernés

1. LES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX MAJEURS

a) Pollution de l'eau (Code de l'environnement, L211-1 et suivants)

- Infiltration de métaux lourds et d'éléments toxiques (arsenic, antimoine, mercure...) dans les nappes phréatiques.
- Drainage minier acide (DMA) : phénomène irréversible d'acidification de l'eau par oxydation des sulfures.
- Risque élevé de contamination des captages d'eau potable.

b) Dégradation des sols et atteinte à la biodiversité

- Résidus miniers stockés sur site (stériles, boues, résidus de cyanuration ou autres procédés chimiques).
- Perte de fertilité des sols, contamination durable.

c) Atteinte à la qualité de l'air (articles L220-1 et suivants du Code de l'environnement)

- Poussières fines contenant des particules métalliques.
- Risques sanitaires : affections respiratoires, cancers (voir annexes 2 et 3).

d) Risques d'accidents industriels (Directive Seveso III – installations classées ICPE)

- Rupture de bassin de rétention.
- Fuites de produits chimiques (cyanure, acide sulfurique, particules).

2. LES RISQUES POUR LES POPULATIONS ET LE TERRITOIRE

a) Impacts sur la ressource en eau (Loi GEMAPI - Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations, articles L211-7 et L5214-16-1 du CGCT)

- Incompatibilité potentielle entre l'exploitation minière et les obligations des collectivités en matière de préservation de la ressource.
- Risques aggravés par le dérèglement climatique (sécheresses, tension sur l'usage de l'eau).

b) Nuisances sonores et visuelles

- Exploitation continue : forage, transport, explosions.
- Altération irréversible du paysage naturel et rural.

c) Risques pour la santé publique

- Exposition prolongée à des éléments cancérogènes ou perturbateurs endocriniens.
- Absence de garantie sanitaire pour les riverains !

3. LES IMPACTS SUR L'ÉCONOMIE LOCALE

a) Agriculture (Code rural et Code de l'environnement)

- Pollution des sols et des eaux = perte d'usage agricole.
- Perte de labels de qualité (AB, AOC, IGP, circuits courts).

b) Tourisme vert

- Dégradation de l'image du territoire.
- Baisse de fréquentation des gîtes, campings, clubs hippiques, sentiers, lacs...

c) Faibles retombées économiques locales

- Main-d'œuvre qualifiée souvent non locale.
- Retrait des bénéfices vers le siège au Canada.
- Risque de mine orpheline si la société fait faillite.

4. LES RISQUES JURIDIQUES ET DE GOUVERNANCE

a) Code minier actuel (réformé partiellement en 2022)

- L'État reste seul compétent pour l'attribution des permis.
- L'avis des collectivités territoriales n'est pas contraignant.
- L'explorateur n'est pas tenu de déposer une garantie financière dès l'exploration.

b) Responsabilité environnementale (Directive 2004/35/CE – Loi n°2008-757 du 1er août 2008)

- En cas de pollution, la responsabilité incombe au dernier exploitant.
- Si la société disparaît, la charge revient aux collectivités publiques.

c) Acceptabilité sociale

- Conflits d'usage probables avec les agriculteurs, habitants, associations.
- Consultation publique souvent perçue comme peu transparente ou limitée.

PERSPECTIVES : UNE BALANCE DÉFAVORABLE POUR LE TERRITOIRE

- Bénéficiaires : société minière étrangère, actionnaires privés étrangers, spéculateurs sur les métaux rares ;
- Perdants potentiels : 11 communes rurales de Haute-Vienne et Dordogne, agriculteurs, éleveurs, apiculteurs, tourisme local, marché immobilier, environnement, biodiversité, collectivités territoriales (risques juridiques).

En l'état, les risques identifiés sont élevés, les garanties faibles, les bénéfices économiques locaux incertains, et la compatibilité avec les lois GEMAPI et environnementales non démontrée.

En résumé : un impératif d'information, d'appréciation et d'actualisation concernant les risques réels et avérés pour l'ensemble des populations du territoire et leurs communes

- Oui, le projet d'exploitation "Douillac" contraindra très probablement les maires des 11 communes à **actualiser leurs PCS et DICRIM** pour intégrer ces nouveaux risques liés à la sécurité de l'eau potable et leurs conséquences sur la population.
- Cette actualisation est essentielle pour garantir :
 - Une gestion efficace de crise,
 - Une communication transparente et adaptée,
 - Une meilleure résilience des populations face à une menace augmentée par le changement climatique et l'activité minière.
- Dans la situation nouvelle avec les perspectives d'exploitations minières qui se pointent à l'horizon, il y a addition, voire multiplication et interactions des risques naturels, technologiques et industriels liés à la double conjonction du changement climatique et des activités nouvelles d'extractions des matériaux.

Il importe que les conseils municipaux inscrivent à leur ordre du jour le projet d'exploitation de mines sur leur territoire pour se positionner sur les enjeux qui vont peser sur leur cadre de vie et faire connaître leurs avis aux populations locales.

Mais, ce n'est pas tout...

Du PCS à GEMAPI... comment la sécurisation des milieux humides peut-elle être si peu prise en considération par ce projet de mines ?

En effet, concernant les risques pesant sur les milieux humides, des manquements importants sont constatés dans le dossier au regard des responsabilités légales vis-à-vis des élus locaux et de leurs projets par insuffisance de connaissance des territoires et de leurs projets

Pour rappel, il est possible pour chacun de télécharger les dossiers relatifs à la consultation sur le site du Ministère de l'Économie et des Finances à partir du lien : <https://www.economie.gouv.fr/actualites/consultation-du-public-sur-une-demande-dextension-du-permis-exclusif-de-recherches-de>

Voici les **principaux points faibles** identifiés dans le dossier « Douillac » au regard de l'application de la Loi GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) et de la protection des territoires des 11 communes concernées :

1. Impacts potentiels sur la ressource en eau et les zones humides

- **Insuffisance de localisation** : l'autorité environnementale (Ae) souligne que le dossier ne précise pas suffisamment les forages déjà autorisés en 2025, ni l'impact potentiel sur les zones humides et cours d'eau ([IGEED](#)) - voir note (1).
- **Absence d'analyse hydrologique détaillée** : le dossier ne présente pas d'étude fine sur les prélèvements / rejets, ni sur l'évaluation de la capacité d'absorption ou de restauration des milieux naturels aquatiques.

2. Zones à enjeu écologique non systématiquement protégées

- **Non prise en compte claire des ZNIEFF** : bien que sept ZNIEFF de type 1 et deux en périphérie soient identifiées, le dossier ne propose pas de mesures précises d'évitement ou minimisation ([IGEED](#)).
- **Absence d'évaluation préalable écologique pour chaque site de forage** : l'Ae recommande un contrôle site par site (« par un écologue ») avant tout terrassement ([IGEED](#)).

3. Risques de fragmentation écologique et artificialisation des sols

- Les plateformes de forage (environ 400 m² chacune, soit ~1,16 ha total) peuvent conduire à des impacts mineurs mais cumulés ([IGEED](#)).
- Le dossier ne propose pas la réutilisation de sites déjà artificialisés, un levier conseillé pour réduire l'impact au sol ([IGEED](#)).

4. Dimension GEMAPI mal intégrée

- **Aucune mention explicite de la protection des milieux aquatiques (GEMAPI)** : pas de référence concrète à la prévention des crues et la gestion structurale des bassins versants concernés.

- **Absence de coordination avec les SAGE et PPRI existants** : pourtant applicables sur le territoire et indispensables pour l'harmonisation des usages de l'eau.

5. Processus d'information du public et stratégie générale incomplète

- Manque de vision d'ensemble : l'Ae recommande d'intégrer une synthèse de la stratégie d'exploration dans tout le district aurifère (Lien avec Fayat, Pierrepinet...), afin d'avoir une compréhension territoriale globale (IGEDD).
- Aménagement de la consultation : l'Ae suggère de regrouper les démarches pour une meilleure clarté et participation citoyenne.

GEMAPI & territoire : en résumé des points de faiblesses importants identifiés au regard de la loi et des activités des communautés locales

Enjeux / GEMAPI	Faiblesses constatées
1. Préservation des milieux aquatiques	Pas de cartographie fine des zones humides ou des têtes de bassin versant.
2. Risques d'inondation / ruissellement	Aucune évaluation d'impact cumulatif sur l'écoulement des eaux.
3. Pollution des eaux superficielles / souterraines	Substances utilisées non détaillées. Pas de plan de prévention des nappes phréatiques.
4. Concertation avec les intercommunalités	Aucune mention de consultation des EPCI à compétence GEMAPI.
5. Prise en compte des documents existants	SAGE et PPRI non mentionnés ni intégrés au dossier.

Les données manquantes constatées dans le dossier de consultation constituent de graves manquements faisant peser des risques considérables pour la sécurité des territoires concernés et leurs population notamment au regard de la préservation des milieux aquatiques vitaux pour leur cadre de vie.

Faiblesses	Commentaires
Impact sur la ressource en eau	Absence d'analyse hydrologique précise, nécessaire pour la GEMAPI
Inondations & SAGE/PPRI	Pas de coordination visible avec les politiques de bassin
Zones sensibles	Les ZNIEFF, zones humides et molles sont mal prises en compte
Territorialité	Projet traité isolément, sans vision globale sur les 11 communes ainsi que sur un territoire plus large

(1) Lien (IGEDD) : https://www.igedd.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/9_-_permis_miniers_pierrepinet_et_douillac-bleu_v2_delibere_cle07f8c4.pdf